

le monde libertaire



rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 249 JEUDI 29 DÉCEMBRE 1977 3 F

hebdomadaire

DÉJÀ TROIS TÊTES PROMISES AU PANIER

1978, ANNÉE DE LA GUILLOTINE ?

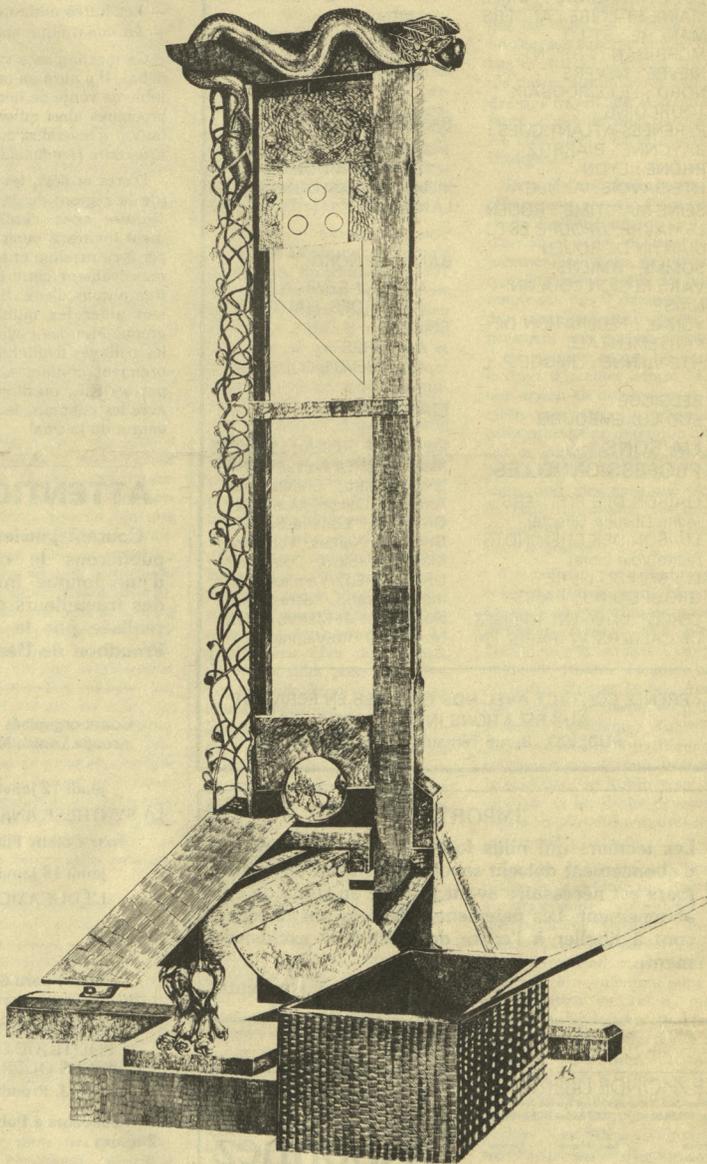
Editorial

LES assemblées parlementaires viennent de fermer leurs portes, donnant au pays bousculé par la crise le triste spectacle de la dégénérescence de la démocratie parlementaire ballottée par les secousses économiques et incapable de faire face à une situation catastrophique. Au Sénat, cette maison de retraite pour vieux politiciens fatigués d'avoir tant menti, cette vieille baderne de Poher a bien pu pleurnicher sur l'incohérence du système, les sénateurs, eux, ont au moins la certitude de revenir... pour quoi faire d'ailleurs? Mais à l'Assemblée nationale, c'est l'inquiétude, le désarroi et même la panique qui a présidé à la levée d'échec de cette classe parlementaire. Le bilan de ces assemblées et du système économique qu'elles représentent est catastrophique. La situation économique camouflée jusqu'à ce jour pourrait bien annoncer la fin d'un régime qui a donné le spectacle d'un complet dévoiement.

Le gouvernement de Monsieur Barre, dont le souci était de tenir en limitant les dégâts jusqu'à la prochaine législature, s'est brusquement trouvé débordé. Des usines ferment leurs portes, le chômage augmente malgré la manipulation des indices, les prix montent, bousculant le barrage du croissant au beurre, le niveau de vie des travailleurs se détériore, la société craque de toutes parts. Les préfets avaient reçu du gouvernement la consigne de soutenir à tout prix les entreprises en difficultés jusqu'aux élections. Mais la digue artificielle a craqué! La crise du textile s'est aggravée, la sidérurgie prévoit cent mille licenciements, les chantiers navals ont leurs carnets de commandes vides, l'automobile stagne à un sommet qu'il lui sera difficile de dépasser, le bâtiment et ses multiples industries annexes sont en pleine déconfiture. Seuls les services publics limitent les dégâts, pour un temps, car ils ne fonctionnent qu'avec de l'argent qui provient du travail de tous. Devant cette situation, les politiciens de tous bords ont été obligés de passer aux aveux. Rappelons-nous leurs déclarations il y a moins de trois ans! Aujourd'hui, les propos triomphalistes de la droite comme de la gauche paraissent ridicules même à ceux qui les ont prononcés. Il ne s'agit plus d'une crise conjoncturelle, ils nous le disent gravement, mais d'une crise qui durera deux, cinq, dix ans? Ils n'en savent rien! Nous non plus! D'autres vont plus loin, il ne s'agit plus d'une crise car une crise suppose des difficultés susceptibles d'être surmontées à terme, mais d'un changement profond qui obligera les hommes à vivre autrement dans une économie différente! Parbleu! Nous n'avons, pour notre part, jamais rien dit d'autre depuis le bouleversement économique qui a suivi le «boum» sur les matières premières et le pétrole.

Contre cette poussée irrésistible, née de la transformation économique qui se produit partout dans le monde et dont le but final est l'accès pour le plus grand nombre de pays à la production de ses propres objets manufacturés et à leur vocation d'exportateurs, les partis politiques de droite comme de gauche n'ont rien d'autre à proposer que l'organisation économique de papa, plus ou moins améliorée, où règnerait plus de justice sociale. Les uns comme les autres prétendent adapter ce régime, alors qu'il faudrait le détruire et le remplacer par une économie socialiste et égalitaire, dans laquelle le profit serait supprimé, ce qui est le seul moyen de faire échapper le mode de production aux intérêts particuliers et de l'orienter dans l'intérêt général. D'autres nous chantent l'hymne à la production à outrance qui va de pair avec le développement de l'énergie atomique. Cette production pour la vendre à qui? A ceux qui sont en train de la fabriquer eux-mêmes, grâce à leur matière première qu'ils écoulent sur tous les marchés du monde?

Le monde est en train de changer, l'économie libérale est en train de crever. Mais ce serait une erreur de croire que ce changement se fera obligatoirement dans le sens d'un socialisme libertaire. Le système se défendra et essaiera, à travers une planification mondiale, après des accords du même type que ceux du Marché Commun, de geler la situation en protégeant les intérêts des classes dominantes. La lutte des travailleurs doit justement, pour contrecarrer cette «stabilisation» de la dégénérescence de l'économie de marché, s'attaquer aux causes plutôt qu'aux effets. La revendication qui consiste à installer les travailleurs dans le régime doit laisser la place à la lutte contre les structures du système. C'est le seul chemin qui conduit à une société sans classes.



Jean Portais, Mohamed Yahiaoui, Michel Rousseau. Trois noms, trois têtes qui risquent d'expérimenter le métal du sieur Guillotin. Plus que jamais, les anarchistes réaffirment leur opposition à la peine de mort et engagent la lutte pour qu'aucune de ces trois exécutions n'ait lieu. L'année 1978 ne doit pas voir tomber de têtes et la Fédération Anarchiste salue la prise de position d'Amnesty International qui doit lancer une campagne mondiale contre la peine de mort.

Gérard DUPRÉ

FOP 2530

Activités de la Fédération Anarchiste

Groupes

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MONTLUÇON
 MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE
 CALVADOS : HEROUVILLE
 CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANÇON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE
 BEAUVERON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISÈRE : BOURGOIN
 LOIRE-ATLANTIQUE :
 NANTES
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LÔ
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE-ROUBAIX-
 TOURCOING
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :
 BAYONNE - BIARRITZ
 RHÔNE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN,
 LE HAVRE, GROUPE ESTU-
 DIANTIN DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULON -
 NAISE
 YONNE : FÉDÉRATION DÉ-
 PARTEMENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON DES POSTIERS
 (édite Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTES
 (édite Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 GROUPE B.N.P. PARIS
 CERCLE INTER-ENTREPRISES
 DE CALBERSON (PARIS 18^e)

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ÉCRIVANT
 AUX RELATIONS INTÉRIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis
 dans les arrondissements sui-
 vants : 2^e, 5^e, 10^e, 11^e, 13^e,
 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN
 DE FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY-SUR-ORGE
 - CORBEIL-ESSONES
 - BRUNOY ET LIAISON
 SEINE-ET-MARNE

BANLIEUE EST

- GAGNY
 - NEUILLY-SUR-MARNE
 - CHELLES
 - MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - ISSY-LES-MOULINEAUX
 MEUDON, BOULOGNE-BIL-
 LANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY-SEVRAN
 - NORD DES HAUTS-DE-
 SEINE
 - ASNIÈRES
 - COURBEVOIE-COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, La Ferté-
 Macé-Flers, La Rochelle, Vier-
 zon, Bégard, Châteauroux,
 Amboise, Chinon, Montpellier,
 Grenoble, Lons-le-Saunier,
 St-Sever, Nantes, Vendôme,
 Montoire, Blois, Coutances,
 Laval, St-Lô, Vannes, Cler-
 mont-Ferrand, Strasbourg,
 Nord Seine-et-Marne, Albert,
 Nord de la Hte-Vienne.

TOURS MEETING

Le groupe libertaire
 Maurice Fayolle
 de Tours
 organise
 le vendredi 13 janvier
 salle Balzac
 à 20 h 30
 un meeting sur le thème

LES ANARCHISTES ET 78

Les orateurs (des militants
 du groupe et des militants de
 la région parisienne) traiteront
 en particulier des sujets sui-
 vants :

- Les élections
- Les luttes anti-autoritaires
- La dynamique anarchiste

Ce meeting sera suivi d'un
 débat. Il y aura en outre une
 table de vente de livres et de
 brochures ainsi qu'une distribu-
 tion d'inventus du *Monde
 Libertaire Hebdomadaire*.

D'ores et déjà, les lecteurs
 (de la région) du *Monde Li-
 bertaire* sont chaleureuse-
 ment invités à venir partici-
 per à ce meeting et à diffuser
 massivement cette informa-
 tion autour d'eux. S'ils veu-
 lent aider les militants du
 groupe Maurice Fayolle pour
 les collages d'affiches, qu'ils
 prennent contact à Publico
 par les R.I., ou directement
 avec les militants, le jour des
 ventes du journal.

ATTENTION !

Courant janvier, nous
 publierons le contenu
 d'une longue interview
 des travailleurs de LIP,
 réalisée par le groupe
 Proudhon de Besançon.

Cours organisés par le
 groupe Louise Michel

jeudi 12 janvier
 LA SYNTHÈSE ANARCHISTE

par Colette Pibaut

jeudi 18 janvier
 L'ÉDUCATION

Dernier paru de la
 Bibliothèque anarchiste

DE LA CAPACITÉ
 POLITIQUE DES
 CLASSES OUVRIÈRES
 de P.-J. Proudhon

En vente à Publico 42 F
 2 tomes

Directeur de la publication

Maurice LAISANT

Commission paritaire n° 56635

S.N.I.S.C.

93 100 MONTREUIL

Dépôt légal : 44 149 premier trimestre 1977

Diffusion SAEM Transport Presse

Route 205 - Publi-Routage

JOURNÉE ANTIMILITARISTE À BONDY

Après la projection de plu-
 sieurs courts-métrages sur des
 thèmes proches de l'antimili-
 tarisme, un débat eut lieu.
 Maurice Laisant, que le groupe
 d'Aulnay-Sevrans avait invité à
 venir participer au débat, jeta
 les grandes bases de la pensée
 libertaire, plus précisément
 dans le domaine de la résis-
 tance à l'armée et à l'embriga-
 dement, etc. Ce débat a
 duré près de deux heures et
 demie, et fut on ne peut plus
 fécond, si on en juge par le
 nombre et «l'intensité» des
 prises de parole.

La partie musicale a satis-
 fait la centaine de personnes
 qui assistaient à cette journée.

Le groupe d'Aulnay-Sevrans
 remercie le groupe de free-jazz
 Guadeloupa, ainsi que le
 groupe Astarté pour leur con-
 cert de haute qualité.

Depuis plusieurs mois déjà,
 une certaine dynamique liber-

taire semble être engagée dans
 le département de Seine-St-
 Denis. Bien sûr, notre journée
 fut loin d'être un succès total,
 et bien des détails «organisa-
 tionnels» auraient pu améliorer
 le caractère libertaire de cette
 journée à laquelle nous avons
 voulu donner aussi un côté
 «fête».

Notons que la qualité de
 l'argumentation de Maurice
 Laisant, et les interventions
 des assistants au débat, mon-
 trèrent une maturité et un
 côté réfléchi du mouvement
 libertaire potentiel en Seine-
 St-Denis.

Peut-être faudrait-il que
 cette énergie cesse d'être poten-
 tielle et se transforme en une
 volonté anarchiste véritable
 qui déboucherait sur une ac-
 tion plus large, plus intense
 et plus riche de tous les liber-
 taires de Seine-St-Denis.

Groupe Aulnay-Sevrans

Amis lecteurs

VOUS avez pu le constater dans nos numéros pré-
 cédents, notre souscription a atteint la somme
 que nous nous étions fixée pour assurer le change-
 ment de périodicité de notre journal. Ces 350 000 F
 ont été réunis dans les délais qui nous étaient impo-
 sés : trois mois après la date de parution du premier
 numéro hebdomadaire. Nos frais de lancement et
 d'équipement ont été couverts par cette somme.
 Maintenant, au vu des premières rentrées d'argent
 et des statistiques des ventes, sonne l'heure de la
 vérité. Nous équilibrons nos dépenses par les ventes
 à la criée, en kiosques et à l'abonnement. Mais
 quand on sait que nos premières recettes corres-
 pondent à une période d'enthousiasme, de curiosité,
 nous sommes inquiets. Il nous faut rester très vigi-
 lants! Nous faisons tout pour augmenter notre pour-
 centage de vente et diminuer nos frais. Nous devons
 faire connaître *Le Monde Libertaire* par la publicité,
 les affiches, en demandant aux marchands de jour-
 naux de l'exposer, en le plaçant dans les salles de
 lecture, en le faisant acheter par ses collègues de
 travail, etc. Il faut le soutenir en faisant de nouveaux
 abonnés, par une vente accrue à la criée. Ainsi nous
 assurerions nos 8 pages et préparerions un *Monde
 Libertaire* de 12 pages sans augmentation de son
 prix actuel de vente. Indiscutablement, l'intérêt
 envers notre journal se trouverait renforcé et son
 équilibre financier assuré. Avant de pouvoir récolter
 les fruits d'une telle opération, il faut en assurer les
 frais. Nous ne pouvons le faire qu'avec l'aide de
 tous! N'hésitez pas à nous écrire, dites ce que vous
 pensez de votre journal, contribuez-y.

Les Administrateurs

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tél. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

| TARIF | | |
|---------|----------------|----------|
| | Sous pli fermé | Etranger |
| France | 35 F | 40 F |
| 3 mois | 55 F | 80 F |
| 6 mois | 110 F | 150 F |
| 12 mois | 210 F | 250 F |
| 24 mois | 375 F | 420 F |

* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

Abonnez
 vous

BULETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

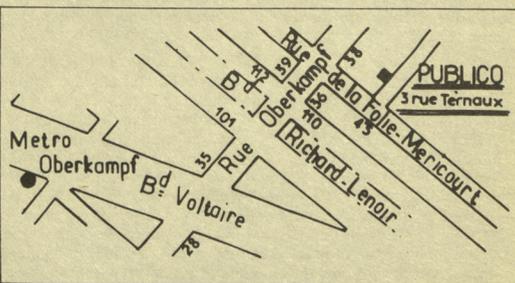
à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.



Du côté de la science

A LA RECHERCHE DE L'ÉTERNITÉ

DEPUIS quelques temps, je ne sais pas si vous avez remarqué, on te nous vient dire abondamment dans la grande presse et à travers tous les médias bien 'minipotent et, plus que jamais, inoculateurs du Bel-Espoir bien-pensé-allant-aans-le-non-sens-de-l'avenir, que des savants vont chercher, avec application et méthode, au cœur de la cellule, le secret de la vie et le moyen de la conserver, la dite vie. Des myriades de directeurs d'Instituts, tout plein de docteurs et professeurs en diable se mortifient le neurone et la glande à penser sur et à propos. Ainsi, il y aurait même un certain Dr Leslie J. Orgel pour ne pas le citer, pas parano pour deux sous et, en conséquence, éminent biologiste moléculaire, qui a fini par considérer que la Grande Nature était un tant soit peu étourdie et que des erreurs de structuration se glissaient à l'intérieur des cellules au cours de la synthèse des molécules. Bien. Il est donc de première nécessité que la nature, là encore, soit revue et corrigée par l'homme que l'on dit sapiens.

Parce qu'en effet, pendant le processus de synthèse, certains protéines défectueuses produiraient des anticorps spécifiques, lesquels entraîneraient une accélération du mécanisme de vieillissement. Aussi le sieur Leslie J. Orgel d'en conclure que si le programme génétique pouvait être modifié, des protéines saines continueraient à être produites, et l'homme avec ses milliards de cellules deviendrait pratiquement immortel. Et voilà le vieux rêve de Faust et des alchimistes de nouveau évoqué mais avec, cette fois-ci, quelques prétentions et vellétés de réalisation, d'expérimentation. Un hebdomadaire à large audience fixe même à 9 dollars le prix de l'allongement de la vie grâce à un diméthylamino-éthanol mi-

racle, lequel sera/raït, bien naturellement, en vente dans toutes les bonnes pharmacies.

Las! Las! Comme l'homme a toujours autant de mal à se voir, à s'admettre, à se reconnaître lui-même et à prendre conscience de sa propre mesure! A reconnaître, en fin de compte, que son humaine condition n'est, ni plus ni moins, qu'une infinie parcelle de la Grande Nature dans son éternel devenir. Et pourtant, roseau parmi les roseaux, puceron parmi les pucerons il est, et ce, qu'il le veuille ou non. Mais voilà bien une vieille chanson d'auteur à laquelle on n'a jamais voulu croire. Car ce à quoi il tient l'homme dans les paroles de la dite chanson, c'est au fait qu'il est aussi pensant. Pensant, la belle affaire! A quoi nous sert-il donc de penser si nous ne sommes même pas capables de vivre vraiment et au mieux le temps d'existence qui nous est imparti dans la pleine et authentique réalisation de nos virtualités d'être?

Or donc, voilà des anthropo-bio-physio et autres choses en «logue» partis à la recherche de ce qui engendre matériellement la mort pour en faire reculer l'échéance. Mais savent-ils bien, au moins, ces apprentis sorciers, ce qu'est la vie, la vraie vie des humains, au-delà de leurs bin's lysomiques, enzymatiques, métaboliques et toutime? Savent-ils bien que les vivants véritables ne se nourrissent jamais de ces espoirs d'artifices que l'on met en équations? Savent-ils encore qu'ils sont en train de creuser, les yeux ouverts, leur propre tombe (et la nôtre) en se mettant à genoux devant une omnitechnicité, qu'ils ne savent plus aucunement maîtriser et qui les dépasse? Mais le fait est là pourtant, et bien là! Car quelles que soient les pré-

tentions, l'ensemble des humains n'a jamais encore, à ce jour, su et pu déjouer de la double face de Janus qui, pour le plus ou pour le moins, distend les visages et les fait grimacer tout au long de l'humaine comédie.

Alors quoi! Se mettre le mental en effervescence pour, d'une part, mieux pouvoir tuer, mieux pouvoir anéantir radicalement ses frères humains et, d'autre part, pour pouvoir prolonger voire faire perdurer in aeternum la vie biologique de ces mêmes frères humains, voilà bien qui semble relever de la volonté contradictoire et démente d'un homme n'ayant pas encore atteint l'âge de raison, malgré une multitude d'artifices et de faux-semblants qui pourraient parfois donner à croire à tort au premier quidam venu.

Que les hommes restent donc debout devant la technicité totemique et la savante science, lesquelles nous font de jour en jour plier inconsciemment bien plus qu'elles ne nous élèvent. Restons donc, de grâce, Hommes d'abord! Car le Saint Progrès parti en quête, ici ou là, d'une hypothétique immortalité de la race est le même, dramatiquement, tragiquement le même que celui qui prépare avec application les grandes boucheries planifiées présentes et à venir, là ou ici.

Bien sûr, je sais, elle nous a toujours perturbé notre mental d'assoiffés d'infini, cette foutue mort. Vrai que voilà bien une réalité devant laquelle l'homme a toujours essayé de se retrancher par le biais de croyances ou théories diverses constituant une issue de secours édulcorée. Et il fallait bien que la science s'en empare puisque la science s'empare de tout au jour d'aujourd'hui. Un seul manquement que l'on pourrait peut-être lui reprocher : il est, en effet, regrettable que nous ne trouvions dans aucun glossaire de psychiatrie ou de psychopathologie aucun article traitant de la conopathie galopante, affection mentale on ne peut plus généralisée chez la plupart des humanoïdes s'étant jadis auto-éti-quetés sapiens.

Dans l'exemple particulier de conopathie paranoïde qui nous préoccupe ici, il va de soi que parvenir à modifier le programme génétique d'une espèce, c'est modifier l'espèce elle-même. D'où les conséquences incalculables, plus incalculables encore assurément que celles de nos cent dernières bourdes scientificardes réunies.

Car avant de prétendre tripatouiller dans nos programmations génétiques, peut-être faudrait-il avant tout devenir des sapiens à part entière. Mais vraiment, force nous est de constater au vu et au su de ces nouvelles prétentions dites scientifiques que la grande folie qui anime les humanoïdes hyperdévotés de la prétendue civilisation ne saurait avoir d'équale que son indécente vanité. Ecce Homo!

LE PÈRE CHAT

Une technique de pointe comme sanction de la liberté d'opinion

LA NEUROCHIRURGIE

LES droits de ne pas être inquiété pour ses opinions, de ne pas être gardé plus de vingt-quatre heures à la gendarmerie ou plus de deux mois en prison sans jugement, d'être jugé publiquement et de pouvoir bénéficier d'un avocat de confiance, ne sont pas forcément la légalité bourgeoise mais, comme le dit le philosophe Foucault, des «droits des gouvernés» actuellement compromis qu'il s'agit de défendre avec détermination et de conserver.

Avec la neurochirurgie, nous parvenons maintenant à la plus abjecte des tyrannies. Sous une apparence scientifique et médicale, elle est beaucoup plus proche des supplices du moyen-âge et de la sainte inquisition que la fusillade ou la guillotine. Au moins atteinte grave à la personnalité, elle peut être une méthode cruelle d'exécution secrète, discrète, sans nécessité de délit ou de raisons, sous couvert d'expérimentation, elle nous ramène à la plus effroyable barbarie.

Témoin : l'histoire de notre camarade Robin qui se déroule localement. En revenant en 1971 à Coutances (Manche), avec un passé de militant anarchiste bien connu en 1968, il reprend la ferme de ses grands parents et il ébauche, avec succès, ce qui pourrait être un mode de production libertaire, montant une ferme collective et une «bouffe parallèle» à l'écart des circuits capitalistes, ce qui ne l'empêche pas de participer aux actions politiques locales. Il va y avoir une réaction virulente de la part des autorités locales. Tout d'abord une campagne de diffamation et d'isolement (interventions auprès des fonctionnaires ou enseignants qui le fréquentent, déplacement de la gendarmerie chez des parents de jeunes filles pour leur dire que leur fille fréquente un anarchiste, colportage de propos calomnieux de ferme en ferme, etc.) avec l'intention précise d'aboutir à une véritable quarantaine, sanction non prévue par le code pénal. Enfin, en décembre 1974, l'hiver de Chirac-Poniatowski et de la montée de la répression, après quelques perquisitions sur lesquelles nous ne nous étendrons pas (pas de mandat, posters arrachés, poteries cassées, meubles brisés, menaces de mort, etc.) il est conduit à la prison de St-Malo qui ne relève pas de la circonscription judiciaire, sur un vague prétexte d'usage de marijuana qui ne tiendra jamais devant un tribunal. Là, il est de nouveau à l'isolement, pas d'avocat, pas de courrier, pas de procédure légale et, personne ne s'inquiétant de sa disparition, est destiné à terminer comme cobaye pour l'expérimentation de la chirurgie du cerveau. On s'efforce d'abord d'obtenir son accord, on cherche à le rassurer, puis les choses se précisent :

«l'inculpation que tu as n'est pas suffisante, c'est une erreur du juge d'instruction, il faut trouver une porte de sortie pour vous deux, tu ne seras jamais jugé, ta seule porte de sortie c'est une clinique pour une petite

opération à la tête». Après la psychologie, on arrive vite au rapport de force : «Il y en a eu d'autres qui avaient compris et n'étaient pas d'accord : une pique, la camisole de force et en route». Pendant deux mois et demi Robin se défend par tous les moyens. Il vit sa situation dans un sentiment d'horreur qui le traumatise et endommage sa santé. Il réussit finalement à établir un contact avec un cousin et est libéré presque immédiatement.

Il y a eu pour le moins une sequestration abusive et une incarceration privée des garanties légales. Pendant son absence, son bétail a disparu, ses outils ont été volés, sa maison cambriolée, son superbe jardin, cinq ans de travail, dévasté. Robin n'a pas la possibilité de reprendre son travail, de se refaire la santé, d'oublier plus ou moins. Au contraire, c'est la misère et l'indignance.

Il va d'abord faire porter ses efforts pour obtenir d'être jugé, ce qu'il n'obtiendra qu'au bout d'un an et demi. A l'issue d'un jugement où, tout en refusant que quiconque porte des jugements sur lui, il démontre que des sanctions aussi graves ne pouvaient viser que ses opinions, il est acquitté ce qui lui donne le droit d'intenter contre l'Etat une action en dommages et intérêts pour tous les préjudices subis suite à une détention abusive et injustifiée. Il a bien sûr besoin de ces dommages et intérêts, mais c'est aussi une façon de faire reconnaître ses droits de citoyen et de ne pas laisser clore le dossier.

La requête pour dommages et intérêts est déposée le 22 avril. La cour de cassation en accuse réception aussitôt. Elle devait donner sa position face à ce que demande Robin, au plus tard en juillet d'après la loi. Après une longue discrétion, en juillet Robin s'impatiente, différents journaux locaux et parisiens relatent son cas. Depuis trois ans la situation de Robin reste inchangée et les droits démocratiques les plus élémentaires sont ouvertement bafoués.

Le cas de Robin est exemplaire de la défense des libertés à notre époque. Nous avons été suffisamment patients, nous n'allons plus nous borner à faire de l'information mais passer à l'action. Non seulement pour la réhabilitation de Robin, mais aussi pour la défense des libertés en général. L'expérience de mode de production libertaire de Robin était intéressante et il n'y a pas de raison qu'elle soit purement et simplement supprimée. Nous allons apporter un soutien à sa reconstruction.

Nous appelons les libertaires à se mettre en contact avec le groupe F.A. de St-Lô pour populariser la lutte de défense des libertés que nous allons entreprendre. Nous invitons ceux qui en ont la possibilité immédiate à venir aider Robin et les camarades de Coutances à remonter la ferme en collectif et participer à nos actions.

Groupe F.A. St-Lô

ALORS, RACONTE...

NOUS sommes tous de grands enfants et c'est sans doute pour cela que, Noël approchant, le désenchanté Giscard nous raconte les pires fables, notamment sa dernière sur le thème des maçons qui retapent une ruine: notre société.

«Il était une fois, commence Giscard, une maison pourrie qui avait besoin d'une retape. L'entrepreneur demanda à divers maçons de faire un devis pour les travaux, etc.»

Ainsi, dans un beau conte, on a fait un généreux renversement des rôles. Ceux qui ont les mains bouzillées par les outils de travail, qui n'ont jamais droit à la parole, qu'on trompe élections sur élections, qu'on maintient dans l'esclavage salarial, se font, pour les besoins de l'histoire électorale, patrons et, comble de la trouvaille, ceux qui ont les mains blanches de n'avoir jamais rien foutu passent pour des ouvriers manuels!

Giscard peut nous faire l'apologie du bricolage, du système D,

il sait bien que l'opposition ne désire pas davantage que lui la destruction des immondiées autoritaires où sont emprisonnées nos libertés.

Le peuple est fatigué des fourberies, des intrigues gouvernementales. Que lui est-il réservé lorsqu'il veut réellement vivre une vie décente, digne? La réponse est au Chili, en Argentine, dans les pays de l'Est ou la Chine.

C'en est assez des fables et des raffistolages des baraqués pourries. Il faut repartir sur de nouvelles bases. La vie ne doit plus être la lutte pour le nécessaire, au détriment d'autrui, sur la loi du plus fort. Cela doit cesser.

Il n'y a aucun doute, le peuple est le seul patron et nous sommes là pour l'aider quand il le demandera pour user de son droit le plus strict, foutre tout le personnel politiciard à la porte.

Carmen SANCHEZ

en bref...en bref...

Michel Adam a été condamné par le tribunal de grande instance de Cognac, à 500 F d'amende pour renvoi de livret militaire.

Depuis deux ans, deux HLM de Châtillon sont inoccupés, les travaux n'étant pas terminés, par manque de crédits.

Le tribunal des référés a laissé, après verdict, les 4^e étages à une dizaine de squatters, jusqu'au 15 mars 1978. Cet immeuble se situe au 34 bis, rue Clément Perrière à Châtillon (M^o. Châtillon-Montrouge).

Jean-Luc Lavigne et Pierre Charlot (cf. ML 242) ont été condamnés à huit jours de prison avec sursis par le tribunal de Mâcon.

Alain Geignard, objecteur-insoumis (ML 246), a été condamné à 6 mois de prison avec sursis, par le tribunal correctionnel d'Alençon, le mercredi 21 décembre.

Informations Beauce et Perche

— L'Entreprise Drouaise d'Électricité envisage un licenciement collectif dans quelques semaines. Cette société employait 220 personnes en juillet dernier, nombre tombé depuis à 190. La réduction de personnel envisagée concerne 70 personnes (30 en janvier, 40 en avril 1978). Le carnet de l'entreprise est cependant largement rempli et l'on refuse même certains marchés pour cause de saturation. Cette éventualité n'a d'ailleurs pas été confirmée ni démentie lors d'un entretien avec le gérant de l'entreprise. Ce dernier a simplement répondu : «Que voulez-vous, nous avons beaucoup de mal à l'époque actuelle à trouver les concours nécessaires pour que tout puisse rester en l'état actuel des choses. C'est avec beaucoup de peine que nous serons amenés à modifier la structure de l'entreprise. Dans l'immédiat, je ne peux vous répondre autre chose».

Espérons que sa peine ne l'empêchera pas de bien surveiller pendant que les travailleurs payeront les dindons de sa farce.

— La société de transport des professionnels drouais fait des bénéfices mais refusent d'augmenter de 5% les travailleurs en grève qui gagnent moins de 2000 F par mois.

Travail ou pas, bénéfices ou non, on licencie et on bloque les salaires aussi en pays drouais.

Lutte antimilitariste

DU NOUVEAU POUR LES OBJECTEURS-INSOUMIS

NOUS assistons à une vague croissante de procès (plus de 20 depuis le 15 septembre) qui, s'ils ne sont pas encore très répressifs au niveau des peines infligées (quelques mois de prison avec sursis ou amende), n'en indiquent pas moins une volonté croissante de stopper l'hémorragie du service national qu'est l'insoumission au service civil.

Ce n'est pas pour rien que le chef d'inculpation qui était jusqu'à présent d'insoumission, se transforme ces derniers temps en désertion en temps de paix (même pour ceux qui ne se rendent qu'à la visite médicale). Le changement n'est pas anodin : la peine peut aller de 6 mois à 3 ans de prison au lieu de 3 mois à 2 ans, ce qui permet, à l'occasion, de mettre l'objecteur-insoumis sous contrôle judiciaire jusqu'à son procès. Il semble, d'autre part, que les procureurs tendent à demander des peines d'emprisonnement immédiates alors que l'appel était jusqu'à présent suspensif (on ne pouvait pas être emprisonné jusqu'au moment du second procès).

Plus fort! Le tribunal de Chalons-sur-Marne, au cours du procès de T. Zavaglia, après avoir soutenu que Thierry, s'étant rendu à Boucicaud, est déserteur, change son fusil d'épaule et se déclare incompetent pour le juger en tant qu'insoumis et le renvoie devant la juridiction militaire! On sait que, depuis 1968, les objecteurs-insoumis ne sont plus jugés par les TPEA, mais qui sait ?...

Nous étions une quinzaine le 2 décembre à Boucicaud. Fallait-il aller à la visite ou pas ? Dans le doute, abstiens-toi : hélas, on n'a pas pu résister au plaisir de pisser dans le bocal. A l'accueil, les RG prennent la liste de nos glorieuses personnes. En cours de route, 2 photos nous sont demandées.

A la sortie, nouvelle discussion. On s'aperçoit que tous ont été convoqués par la gendarmerie (un imprimé où figurent des lois militaires sur l'insoumission et le recel d'insoumis). Les gendarmes s'intéressent de très près à notre cas. Pour ma part, ils ont poussé le zèle jusqu'à me demander si j'avais des remarques à formuler vis-à-vis des décisions du ministère de l'Agriculture sur mon affectation (ben voyons!) et me faire signer une déclaration d'obéissance!

Bien sûr, pas question d'aller chercher le paquetage, ce qui enterrine la désertion. On se

compte : 15 sur les 30 qui étaient convoqués. Un seul va à son affectation pour raisons professionnelles. Deux sont réformés. Pas question pour nous de passer pour déserteurs. On écrit une bavouille nous solidarissant avec les 15 insoumis absents et, incluant nos titres d'incorporation, renvoyons le tout au ministère de l'Agriculture. Mieux vaut prévenir que guérir!

Nous appelons tous les futurs objecteurs-insoumis à ne pas passer la visite médicale de Boucicaud. Venez tout de même : c'est pas tous les jours qu'un hôpital sert de lieu de rancart aux objecteurs de toute la France.

Un membre du CLO Limoges

QUAND LA CFDT LICENCIE...

Voici un sujet qui entre dans le cadre des discussions : «faut-il ou ne faut-il pas militer et agir à l'intérieur des syndicats ?». Je crois que le cas que je vais vous exposer est suffisamment clair pour nous prouver que ce n'est pas toujours aux militants d'en décider.

En 1975, une grève, qui durera 7 semaines, éclate aux Assurances du groupe de Paris (AGP). De par leurs positions très dures, les militants CFDT sont en contradiction avec la «ligne politique et syndicale» qui se dessine déjà.

Entre 1975 et 1977, deux délégués sont licenciés par le patron et certains autres démissionnent pour «refus d'obéissance au syndicat». Il ne reste plus alors que deux délégués du personnel dont l'un est égale-

ment délégué syndical. Pour renforcer la section, ces derniers proposent deux nouvelles personnes pour occuper les postes vacants.

On pourrait penser que la CFDT allait avaliser ces mandats afin de maintenir une section à l'intérieur des AGP, réputée comme la plus fascisante des compagnies d'assurances. Et bien non! Dans un premier temps, le syndicat désire rencontrer ces deux personnes pour déterminer leurs idées politiques (la CFDT ne se consi-dère pas, en effet, comme une «auberge espagnole»...). La section refuse d'obtempérer et diffuse alors une lettre ouverte aux syndiqués, condamnant ce procédé inadmissible.

Riposte vicieuse du syndicat : — envoi au patron des AGP d'une lettre par laquelle il se désolidarise entièrement de la section et annonce la suspension du mandat du délégué syndical.

— envoi à tous les syndiqués d'une lettre annonçant la prochaine distribution d'un tract au personnel, afin de répondre à la lettre ouverte de la section.

C'est en riposte à ces actions que la section commit l'erreur d'apposer, sur les panneaux syndicaux, une affiche critiquant les méthodes employées par la centrale.

Le délégué responsable de cette affiche fit l'objet d'une procédure de licenciement par le patron pour «affichage illécite dans les panneaux réservés à l'usage exclusif des délégués syndicaux alors qu'il n'était que délégué du personnel». Il appartient maintenant à l'inspection du travail de statuer...

Nous pouvons penser que le syndicat CFDT enverra une lettre de remerciements à ce patron pour «bonne exécution des basses œuvres à accomplir envers un ennemi commun».

La procédure de licenciement est en cours... une affaire à suivre.

DOMINIQUE

Bouches-du-Rhône Informations

— Chez Ugine Acier (Fos-sur-mer), les travailleurs sont en lutte depuis déjà plusieurs mois. De nombreux débrayages ainsi qu'une manifestation à la préfecture de Marseille et une conférence de presse devant l'usine, en présence des familles des travailleurs, se sont déjà déroulés, contre les ponctions prélevées par la direction sur le budget du C.E. et contre le refus de négocier sur les revendications ainsi que les atteintes aux libertés syndicales.

— Caisse primaire d'assurances maladie : face à la direction de la caisse primaire d'assurances maladie des Bouches-du-Rhône qui «réorganise» le travail et pond des circulaires pour «normaliser» la situation, tout cela bien sûr dans l'intérêt des travailleurs... (pas d'embauche, sanctions, bas salaires), les travailleurs ont décidé, le jeudi 24 en assemblée générale, une grève illimitée. Ils entrent dans leur troisième semaine de grève. Tous les centres de Marseille sont fermés.

— Solmer à Fos-sur-mer : la direction annonce l'arrêt général des installations du 24/12 au 2/1 incluant (hauts-fourneaux compris). Conséquence pour les travailleurs : personnel de jour, 5 jours de chômage technique - personnel posté, 22 postes en moins. La riposte s'organise et les syndicats CFDT, CGT, FO, CGC, discutent du ralentissement des cadences face au chômage imposé.

— Phinelec en grève : la direction entendait réduire les primes, elle qui ne paye ni les heures supplémentaires de nuit ni celles du samedi!

— Chez Rivoire et Carret : Charles Font, délégué CGT, se voit sanctionné pour activités syndicales, les travailleurs débrayent massivement.

— Immigrés : le jeudi 24 novembre, Abdelhaoui, travailleur immigré, était abattu par un flic, en pleine gare St-Charles. La CFDT de la construction/bois invitait ses militants à assister aux obsèques, le mercredi 30. Des ouvriers immigrés de l'entreprise G. Laville s'y rendaient aussi. Résultat : 3 jours de mise à pied pour absence ne constituant pas un cas de force majeure.

— Alors que l'on vient d'annoncer la mort de la 234^e victime de l'usine Chisso à Minamata, on apprend qu'une usine marseillaise, Alussuisse, déverse depuis 10 ans du mercure dans la rade...

— Aix-en-Provence : après COQ et AIXIBAX, c'est au tour de l'entreprise DESSE-SART (filiale du groupe Voyer) de fermer ses portes. 60 nouveaux chômeurs!

COMMUNIQUÉ

Ces derniers mois ont été riches en propositions diverses émanant tant des sphères de la majorité (une des «21 propositions de gouvernement» du RPR, projet Dijoud...) que du PS ou d'associations employant des objecteurs et visant à la mise en place d'un service civique généralisé à toute une partie de la jeunesse.

Ces multiples initiatives ne sont pas sans rapport avec la vague de procès qui touche les objecteurs-insoumis depuis le mois de septembre, plus de trente d'entre-eux ont été inculpés alors que durant toute l'année dernière, une vingtaine de procès avait eu lieu.

Le pouvoir ne cherche-t-il pas ainsi à stopper le mouvement d'insoumission aux affectations des objecteurs, afin de laisser le champ libre pour le développement du service civil?

Pour leur part, les comités de lutte des objecteurs continueront à s'opposer à toute tentative d'utilisation du soi-disant «désir de servir autrui» de la jeunesse par un service civil généralisé qui, grâce à un bénévolat forcé, aurait la même fonction idéologique que le service militaire et prendrait en charge les secteurs non rentables de l'économie (santé, culture...).

C'est pourquoi, face à cette accentuation de la répression et aux projets gouvernementaux, les comités de lutte des objecteurs appellent à des regroupements régionaux d'objecteurs et de sympathisants antimilitaristes.

Par ailleurs, les CLO étant partie prenante de toutes les luttes antimilitaristes (insoumis totaux, renvoyés de livrets militaires, comités de soldats, déserteurs...) réaffirment leur soutien total aux insoumis à l'occasion du procès de Noël Gendron.

Comités de Lutte des Objecteurs

Des «bavures» de plus en plus fréquentes

VERS UN WESTERN QUOTIDIEN ?

Il s'agit d'une constatation que plusieurs affaires récentes, ce que la police appelle pudiquement ses «bavures», viennent étayer : le maintien de l'ordre républicain se fait désormais à bout portant.

Voilà quelques jours, la reconstitution d'un crime venait remettre en mémoire la triste affaire Marchaudon, ce brigadier qui, ayant entendu un collègue lui crier : «Achève-le», ne se fit pas prier outre mesure et déchargea courageusement son revolver dans le dos menaçant d'un ressortissant algérien qui se préparait, paraît-il, à commettre un méfait. L'autopsie révélera qu'une des balles fut tirée à «bout-touchant» alors que l'homme, déjà atteint, gisait à terre.

C'est à Pontoise (Val d'Oise) qu'une affaire similaire vient de se produire. Le gendarme Lecanu vient d'y abattre froidement un jeune nomade de vingt ans coupable, selon les autorités, «d'attitude suspecte». Là encore, contrairement aux déclarations

du gendarme-assassin, l'autopsie montrera que le jeune homme a été tué d'une balle entrée par la nuque.

Les heures passées aux carrefours ou la surveillance des retours de Pentecôte n'offrent certes pas beaucoup de ce phénomène qui sont en droit d'espérer les porteurs d'armes à feu

autant d'excuses ou de circonstances atténuantes qu'il faut de vices et de lâcheté au premier petit tueur venu, dont le seul tort est apparemment celui d'avoir voulu exercer son «talent» hors du corps glorieux de la police nationale ou de la gendarmerie.

Julien ROBIN



Policiers en quête de bavures

Sud-Champagne Informations

— Le sous-ministre Stoléro vient d'octroyer une prime de 120 F pour les travailleurs manuels. Toujours à la pointe du progrès, la chambre syndicale des industries de la bonneterie de l'Aube, refuse d'appliquer cette mesure, avec les arguments suivants : «C'est un problème à régler contractuellement au niveau de la convention collective nationale. Le textile a négocié depuis 1974 plusieurs accords allant par avance dans le sens des pouvoirs publics. La situation difficile de la bonneterie ne permet pas d'ajouter de nouvelles charges et de donner quelque prime supplémentaire que ce soit dans l'immédiat».

Pour les employés et ouvriers de la bonneterie auboise, le petit couplet «la situation difficile ne permet pas, etc.» fait partie d'une chanson bien connue...

— Depuis quelques mois, chômage et licenciements s'accroissent à Troyes. 20 personnes licenciées aux Ets. Lesprit, 70 aux Ets. Milor, 10 chez Harcourt. Progression du chômage en un an : 65%!

— Les chefs d'entreprise de la région (et ce doit être la même chose dans toute la France) reçoivent la prose de Gérard Furnon. Néo-poujadiste, mais pas fou! Après les grands sentiments (liberté d'entreprise, halte au collectivisme), l'appel au fric :

«Un ouvrier syndiqué CGT paie une cotisation minimum de 270 F par an! Un chef d'entreprise, de quelque importance qu'elle soit, ne peut-il en faire au moins autant pour garder sa liberté? 100 F, 1000 F, bien davantage si vous le pouvez... »

de tout poil. A chacun donc ses distractions! Policiers et gendarmes semblent aujourd'hui vouloir se livrer à une bien dangereuse compétition qui compte déjà ses victimes et attend encore sa justification.

Aux morts suspectes dans les commissariats, que la police se charge, de temps à autre, de remettre au goût du jour, s'ajoutent désormais ces scènes de western parmi lesquelles s'est déjà illustrée, de façon aussi «efficace», la sinistre brigade antigang.

Dans chacune de ces deux affaires, les explications avancées par les tireurs d'élite sont à la vérité ce que la police est à l'utilité publique. L'énormité des déclarations, leur nullité face aux résultats des expertises et des autopsies, au-delà des campagnes crapuleuses de «l'information», vaudraient les peines les plus dures au plus commun des mortels.

Tout ce qui «maintient l'ordre» semble devoir échapper à cette catégorie. L'atrocité des crimes commis n'est plus en cause, seule compte ici l'apparente respectabilité qui entoure la fonction du tueur. Il ne faut bien sûr pas mélanger les torchons et les serviettes, les Patrick Henry et les Marchaudon ou Lecanu.

C'est qu'il existe, en effet, plusieurs espèces de crapules capables de tuer de sang-froid. L'une d'entre elles porte l'uniforme et il lui faut, dès qu'elle assassine,

Riche période pour les bavures! Près d'Aix-en-Provence, les gendarmes ouvrent le feu sur une voiture «suspecte», qui stationnait, le soir, et qui s'est éloignée à leur approche. La passagère est tuée. Dans la banlieue de Paris, trois gardiens de la paix vont avoir des ennuis avec la justice : ils ont attaqué une vieille dame pour lui voler 1200 F. Deux semaines plus tôt, un procès révélait qu'un interrogatoire à la gégène avait été subi par le prévenu dans les locaux de la police. Que dire, sinon «merci aux gardiens de la paix!»... Quant au ministre de l'intérieur, qui doit en général étouffer les affaires gênantes et redorer un blason déjà bien terni, nous lui suggérons d'adopter, bavure pour bavure, la limace comme insigne de la police nationale. Ce sera plus clair!

Edmond Maire, mars 78 et les PTT Lyon

La mode est aux petites phrases et j'y succombe. Voici celle qu'Edmond Maire a citée dans son allocution du 13 juin 1977 à propos de la venue de la gauche au pouvoir : «Demain, il nous faudra donc maîtriser les rapports entre l'action de masse et l'action gouvernementale, entre l'action d'en bas et l'action d'en haut».

Les 22 camarades exclus de la section CFDT des PTT Lyonnaises, sont l'anticipation de cette «maîtrise» dont Maire se fait le chantre. Il prépare le terrain pour ses amis politiques et il faut s'attendre à d'autres épurations de ce genre. Ce même 13 juin, son éminence n'a-t-elle pas dit également qu'elle récusait «toute stratégie de débordement»? A bon entendeur, salut!

Gérard DUPRÉ

Un concept réactionnaire

L'ÉGALITÉ DES CHANCES

DANS le tohu-bohu qui précède les élections législatives de mars 1978, les partis politiques affutent leurs arguments. Les problèmes de l'éducation vont se trouver en première ligne au cours des bagarres électorales. Le parti socialiste vient de présenter son projet définitif. Sous des dehors progressistes, le contenu de ce texte est parfaitement conservateur.

Pour le prouver, reprenons la déclaration de principes de F. Mitterrand : «Ce plan ne définit pas des structures rigides et figées mais propose des objectifs et des procédures de changement. Ces objectifs sont d'abord d'assurer l'égalité des chances et de permettre une formation générale et technique pour tous ainsi que la possibilité d'une formation continue».

L'idée centrale qui commande toutes les propositions du PS est bien évidemment celle d'«égalité des chances». Quel est son contenu? A quoi conduit cette fameuse égalité? Le PS propose tout simplement, et il n'est pas le seul, que l'ensemble des enfants scolarisables n'aient plus aucune entrave, soit culturelle, soit financière, pour qu'ils poursuivent les études qu'ils souhaitent. Sous son apparente générosité, ce projet entérine définitivement le caractère hiérarchisé de notre société, et il ne fait que promettre à chacun le libre accès aux différents degrés de la hiérarchie. Le socialisme à la F. Mitterrand nous conduirait tout droit à une société méritocratique où l'inégalité des conditions, des statuts, serait sanctifiée par une échelle de valeurs intégrant le quotient intellectuel, l'ambition et le fonctionnement hormonal. Égalité des chances au départ signifie inégalité à l'arrivée.

Dans la future société que l'on nous prépare, on expliquera au smicard qu'il doit se contenter de ce qu'il a. Cette société sera celle du désespoir. Quel renfort inestimable pour la bourgeoisie de naissance et la bourgeoisie parvenue dont le pouvoir va se trouver ainsi définitivement légitimé! Le parti socialiste prouve une fois de plus sa vocation de solution de rechange pour le pouvoir bourgeois.

Nous devons donc en permanence dénoncer cette idée réactionnaire, mais nous devons simultanément proposer une autre éducation dans le cadre d'une alternative sociétariaire différente. C'est toute la substance du socialisme libertaire qui est en cause à l'intérieur de la

quelle les propositions pour l'éducation sont primordiales.

Les anarchistes sont conscients que la transmission des connaissances est une donnée immanente à la vie en société, et que la fonction pédagogique doit être assumée à tout instant. La relation enseigné-enseignant est permanente dans la vie des hommes, du berceau au tombeau. Mais au lieu de lui donner une finalité essentiellement utilitariste, dirigée en fonction des critères d'une société hiérarchisée, nous devons lui restituer son contenu essentiel : diffusion auprès de tous les hommes de tous les acquis culturels de l'humanité.

Sur une telle base nous pouvons construire une pédagogie à la mesure de l'homme. C'est dans ce sens que travaille la commission pédagogique de la Fédération Anarchiste. En attendant la conclusion de ses premiers travaux, luttons contre la continuité et le renforcement de l'école de classe, surtout quand des mouvements de gauche proposent d'en accroître le caractère rétrograde.

Yves ROCHEFORT

Informations Rhône-Alpes

— La région est particulièrement touchée par le «plan de redressement» de Rhône-Poulenc Textiles. Les usines de Lyon-Vaise (2000 travailleurs) et de Vaux-en-Velin (700) verront leurs fabrications arrêtées dans 2 ans. La riposte se prépare, déjà des débrayages.

— 99 salariés (20% du personnel) vont être licenciés chez Richier à Lyon-Gerland, où 10 jours de chômage partiel sont programmés, au bon plaisir des patrons.

— Certains maîtres auxiliaires, embauchés par la direction régionale de la jeunesse et des sports, ne sont pas payés depuis... trois mois, par excès de zèle du trésorier-payeur général et manque de personnel administratif.

— Chômage entre Noël et le 1^{er} janvier (indemnisé à 50%) à la société Mécanique d'Irigny, venant à la suite des 180 licenciements décidés en juillet et une réduction de l'horaire sans compensation de salaire.

UN SERVICE
REGULIER
ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT

grèce

Huit personnes ont été arrêtées à Athènes et emprisonnées au moment où elles tentaient de remettre un texte à l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest, texte dans lequel elles exprimaient leur ferme conviction que les trois militants de la RAF ont été purement et simplement exécutés par le gouvernement Schmidt.

Il est à souligner que des arrestations et des perquisitions ont lieu quotidiennement dans toute la Grèce, dans les milieux politiques et syndicalistes. La terreur policière règne partout. Alors que les tortionnaires de la dictature restent à leurs postes et continuent leurs intrigues, des dizaines de militants libertaires croissent dans les prisons, qu'ils aient été jugés ou non.

Le gouvernement grec a déjà lancé sa campagne publicitaire en invitant les touristes à visiter le pays... pendant que les fies commencent à se remplir de nouveaux prisonniers politiques.

allemagne

AU NOM DE L'ANTITERRORISME !!

Prochainement doit s'ouvrir à Berlin le procès de Fritz Teufel et d'autres «terroristes» accusés d'appartenance au «mouvement du 2 juin» et de participation à l'enlèvement du politicien Lorenz. L'avocat de Teufel, Spangenberg, vient d'être suspendu de ses fonctions : une instruction a été ouverte contre lui pour soutien à une organisation terroriste, avec comme objectif, une interdiction professionnelle définitive. Spangenberg aurait communiqué à la presse des déclarations de Teufel et d'autres détenus et aurait facilité des relations entre les détenus et des complices en liberté. Le 17 novembre, des perquisitions ont eu lieu chez trois autres défenseurs des accusés dans cette même affaire. Comme on le voit, le cas Croissant n'a été qu'un début!

On sait que le livre de Bonmi Baumann, *Comment tout commença*, avait été saisi dans de multiples perquisitions. Trois cent personnalités et maison d'édition avaient alors décidé de procéder à une deuxième édition. Le 8 décembre, à Munich, la police a perquisitionné aux éditions Trikont ainsi qu'au domicile de la directrice de cette maison d'édition. On a saisi quelques exemplaires du premier tirage, du second tirage et de diverses traductions de l'ouvrage interdit. Comme le premier procès concernant la première édition n'est pas encore ouvert, il s'agit d'une pression intolérable du pouvoir d'Etat sur la justice... une fois de plus!

Le *Monde Libertaire* a déjà signalé la mobilisation policière à l'université de Göttingen lors de la publication d'un tract qui, sous la forme d'un article nécrologique, était jugé insultant pour la mémoire du très honorable procureur Buback. Le procès contre les responsables du tract n'a pas en-

core eu lieu, mais on s'est hâté d'instruire et de juger le cas du responsable d'un article-tract émanant du KBW (maoïste) qui, à propos du meurtre de Buback, prêchait la lutte des classes et l'exitation au désordre. L'affaire n'a pas trainée : six mois de prison ferme... Ce précédent montrera aux juges, lors du procès qui va s'ouvrir, quel est leur devoir...

Dans l'enseignement, les interdictions professionnelles continuent. De Dortmund on signale trois cas visant des membres ou des sympathisant du DKP, le parti communiste très orthodoxe qui proteste pourtant de son légalisme et de son attachement à la constitution! Le motif? Participation à des manifestations du DKP ou publication d'un article dans un journal de quartier du DKP.

UTRECHT - Le procès du «terroriste» allemand Knut Folkerts s'est ouvert à Utrecht. On sait que le 22 septembre un échange de coups de feu entre 2 policiers et Folkerts a entraîné la mort d'un policier. Il semble que la police ait ouvert délibérément le feu et que Folkerts ait riposté. Le palais de justice d'Utrecht a été blindé avec des plaques d'acier devant les fenêtres et entouré des voitures de la police. Ce déploiement de forces était bien fait pour semer la panique chez les paisibles citoyens. Folkerts n'a pas répondu aux questions de la cour, laissant à ses avocats le soin de sa défense. Les avocats soutiennent qu'il ne peut être poursuivi que pour violences ayant entraîné la mort - pour homicide - et non, comme le prétend le procureur, pour meurtre qualifié. La défense a aussi usé d'un argument qui ne nous satisfait guère, bien qu'il soit conforme à la position adoptée par la RAF : Folkerts est en état de guerre avec l'Allemagne, un acte commis en Hollande ne relève pas de la juridiction civile : la Hollande, étant alliée de l'Allemagne, devrait condamner Folkerts comme prisonnier de guerre... singulier argument... Attendons le verdict.

A Francfort, un professeur à l'université technique va être l'objet d'une enquête et d'un interrogatoire aux fins d'interdiction. On lui reproche d'avoir porté des ouvrages de ce groupe à une manifestation du KPD-ML (maoïste). Ces quelques cas montrent bien que le moindre prétexte suffit pour se débarrasser d'un «général»

informations internationales

COLOGNE - Le comité de soutien pour Roth et Otto nous communique une lettre de ces deux camarades, adressée «à tous ceux à qui ils doivent leur mise en liberté». C'est grâce à l'action tenace de tous ceux qui ont participé à leur soutien qu'ils doivent d'avoir échappé à la prison à vie. Mais il est possible que le procureur général réclame une révision du procès et le comité de soutien doit rester vigilant.

Renaissance de l'anarcho-syndicalisme - Durant les années 20, la FAUD (union des travailleurs libres) d'inspiration anarcho-syndicaliste, avait groupé en Allemagne plus de deux cent mille ouvriers. Peut-on espérer, après 60 ans, un

renouveau de ce mouvement? Les 8 et 9 octobre s'est tenu un plénum national de 12 groupes locaux qui ont adopté une déclaration de principes : devant l'isolement, la dispersion des éléments libertaires, ils pensent que l'anarcho-syndicalisme permettrait d'organiser tous ces éléments sur une base libertaire. «L'initiative FAUD n'est pas pour l'instant une tentative d'organisation des masses, mais un commencement de notre propre organisation. Notre devoir, c'est d'abord de diffuser les idées anarcho-syndicalistes avant de constituer des syndicats. Nous devons lier étroitement la discussion, l'action pratique et la propagande. Le but final est la société libertaire, fondée sur

l'autogestion, mais il faut lutter pour les libertés ouvrières, de meilleures conditions de travail et de meilleures conditions de vie».

Souhaitons à nos camarades, qui comprennent qu'un important travail à la base doit précéder la constitution d'organisations syndicales, arrivent à faire revivre l'anarcho-syndicalisme en Allemagne.

italie

GENES - Une quarantaine de jeunes compagnons de l'aire de l'autonomie ont occupé l'hôtel Prince de l'avenue Bardi à Genes, hôtel inoccupé depuis 10 ans, avec l'intention d'y habiter pour subvenir, grâce à l'action directe, au manque de logements à loyers décentes, pour pouvoir y vivre ou même pour s'y rencontrer. L'occupation n'a pas duré longtemps, la police étant intervenue et ayant emmené les compagnons au commissariat pour vérification d'identité. Il y a 20 000 logements libres, ce qui est une insulte aux prolétaires et aux jeunes qui cherchent un toit.

TRIESTE - Un commando de trente jeunes militants d'extrême-droite a effectué, le samedi 17, une série d'attaques dans les rues de Trieste contre des militants de gauche, faisant deux blessés.

espagne

RÉPRESSION DANS LES MILIEUX DU SPECTACLE

FIN DE LA GRÈVE DU SPECTACLE

Suite à l'arrestation d'Alberto Boadella, directeur de la troupe catalane «Els Joglars», une grève générale du spectacle, cinéma-théâtre, a mobilisé acteurs et personnel technique à Madrid et à Barcelone.

La décision de cette grève a été prise au cours d'une assemblée générale des sections du spectacle de la CNT, à l'initiative des acteurs.

tacle et emprisonné Alberto Boadella. Une telle décision, prise par les autorités militaires, n'empêche pas la possibilité qu'un conseil de guerre soit nommé contre une activité civile, légalement réalisée par des personnes civiles.»

«En même temps que nous protestons énergiquement face à cet attentat contre la liberté d'expression, déclare un autre membre de l'assemblée d'acteurs, nous voulons exprimer notre indi-

tombe le même jour que Puig Antich, n'a été réclamé par personne et que l'on a accusé d'avoir tué un garde civil.

De fortes pressions ont été exercées sur les acteurs de la troupe pour qu'ils refusent de jouer cette pièce. Un journal ayant publié une critique favorable au spectacle a connu les pires ennuis avec les autorités militaires.

La CNT a conduit cette importante grève très suivie dans



A Barcelone, une assemblée générale des comédiens et du personnel technique

Le directeur et fondateur d'«Els Joglars» a été arrêté pour avoir mis en scène «La torna» (l'échange).

«Après deux mois de représentation, dit un porte-parole de cette assemblée, avec toutes les autorisations et permis requis par le ministère de la Culture, on a interdit le spec-

gnation que de telles mesures soient encore ainsi appliquées alors que l'Espagne a souscrit à la Déclaration Universelle des Droits Humains et qu'elle est dans une période de transition vers la démocratie.»

«La torna» est une pièce qui retrace la vie de Heinz Chez, un personnage dont le cadavre,

les milieux artistiques de Madrid et de Barcelone où on a compté 39 salles de cinéma fermées.

Le jeudi 22 décembre, 4 grévistes ont été arrêtés. Après une semaine d'arrêt quasi-total des spectacles de théâtre et de cinéma, la grève a pris fin samedi 24.

livres

Editions Spartacus

par Maurice JOYEUX

guerre de classe en Espagne

par Camillo Berneri

En France, on ne connaît Camillo Berneri que par la part qu'il prit à la guerre d'Espagne et par sa fin tragique au cours des journées sanglantes de Barcelone en 1937. Ses textes, comme les articles qu'il publia dans L'Espagne antifasciste d'André Prudhommeaux pendant cette période sanglante, ne sont plus que des souvenirs qui s'estompent dans la mémoire des vieux militants. Ce recueil de textes que publient les Editions Spartacus, arrive à point pour nous permettre de le situer non seulement dans cette guerre révolutionnaire, mais également par rapport aux diverses écoles de la pensée libertaire. Encore qu'il ne soit pas facile à situer, surtout lorsqu'il écrit: «Je me demande si mon activité politique n'est pas une agitation sans but, dans les feuilles sèches d'une idéologie en déclin.» Cependant en le relisant, je me suis senti parfois bien près de lui, et je l'ai senti bien loin de l'idée que certains camarades se font de sa pensée, même s'il semble difficile de concilier certains de ses textes connus: Irrationalisme et Anarchie et Guerre et Révolution!

Berneri sent bien que face au dogmatisme théorique, la situation dramatique où se débat le mouvement révolutionnaire en Espagne impose un certain opportunisme, mais il en trace les limites dans sa lettre à Federica Montseny que chacun de nous

devrait lire avec attention. Les textes qui sont publiés aujourd'hui ne sont pas seulement intéressants par des réflexions qui découlent d'une situation exceptionnelle, mais par d'autres plus générales, qui le placent parmi les esprits modernes et où il n'hésite pas à aborder son temps, avec une audace théorique qui frise parfois l'hérésie. Et dans le domaine «pourtant sacré dans nos milieux» de l'argent, des masses, du monde paysan, où il pose des questions sans d'ailleurs fournir de solutions définitives, il indique cependant une voie que les transformations de l'économie imposera aux théoriciens anarchistes.

Berneri a lu Marx, Engels et Lénine et, lorsqu'il parle du communisme, il sait de quoi il parle. Et dans son texte sur la dictature du prolétariat, formule à laquelle il donne une signification semblable à celle que donna Bakounine et qui est totalement différente de celle des communistes qui se bornent à s'emparer de l'Etat, il a bien compris les rapports des prolétaires face aux partis et à l'Etat. Par contre, je ferais plus de réserves sur ses conceptions de la période intermédiaire entre le système capitaliste et la révolution anarchiste. Il est vrai qu'il en parle à propos de l'Espagne qui vivait réellement une période intermédiaire et que les anarchistes n'étaient pas encore re-

venus de leurs illusions sur la dialectique.

Berneri est un militant complet, homme d'action et de réflexion et lorsqu'il écrit «Il y a des cas où se faire tuer est la solution la plus logique et se faire tuer devient une nécessité morale», on sent chez lui un engagement total et finalement il sera tué par les stalinien pour avoir refusé de se taire. Mais je voudrais citer un autre texte de lui qui rappellera peut-être quelque chose aux participants de notre dernier Congrès extraordinaire: «Si nous voulons arriver à une révision potentielle de notre force révolutionnaire non négligeable, il faut nous débarrasser des apriorismes idéologiques et de la remise à demain commode du règlement des problèmes tactiques et reconstructifs.»

Berneri est mort trop tôt. Il est certain que sa pensée mûrissait et il aurait pu établir «au centre», comme il le disait, aussi loin de l'individualisme que de la plate-forme qu'il condamnant, des éléments de réflexions voisins de ceux qui nous préoccupent aujourd'hui.

Ce recueil de textes est précédé d'une courte biographie qui nous permet de le connaître mieux, mais il est certain qu'un ouvrage sur l'œuvre et la vie de Camillo Berneri reste à faire!

théâtre

LA PRINCESSE DE CLÈVES

Madame de La Fayette avait bien du talent et l'adaptation, pour le théâtre, de La Princesse de Clèves reste une entreprise intéressante, réalisée par Messieurs J.L. Philippe et J. Knittl. Le découpage des scènes, tirées du célèbre roman du XVII^e siècle, a été exécuté consciencieusement. La mise en scène de J. Knittl démontre un sens de l'ingéniosité et un goût certain pour la décoration. C'est la première fois que j'assiste à tout un spectacle sans aucun éclairage neutre. Ici, à part la lampe à pétrole jaune du fou, toutes les scènes sont en éclairages teintés. Cet éclairage donne un aspect irréal à tout l'ensemble et provoque une distanciation poussée entre le public et la scène. L'ensemble évoque la présentation d'un conte galant, bien joué, certes, mais artificiel. On regrette, pour les comédiens, cette idée peut-être volontaire d'éloignement. Ils sont perpétuellement hors du jeu réel. De légères modifications permettraient, sans doute, une plus grande communion avec le public. La création du Fou du Roi est habile, mais sa présence permanente coupe encore l'attention du spectateur et détruit la vraisemblance de l'action, déjà trop symbolique. Parmi les scènes choisies, bien des textes rendraient un ton plus réaliste, à condition de mieux orienter l'attention sur les interprètes. Questions d'éclairage et de fractionnement des scènes.

Maintenant, si nous parlons du théâtre pour dire des vérités et non pour postillonner dans le vide, je déclare que l'action, en notre an 1977, n'incite pas à mobiliser les artisans de la scène dans des entreprises semblables. Le travail et les talents dépensés afin de montrer ce que savait faire Marie-Madeleine Ploche de la Vergne, épouse La Fayette, est courageux mais... totalement inutile. Il y a tellement d'occasions de découvrir ce qui nous entoure et de présenter des œuvres utiles, qu'on regrette d'assister à ce gaspillage. Si l'on confond le travail du conservatoire et l'art dramatique dans son action véritable, on commettra encore de telles erreurs. En cette fin de siècle déréglé, comment espérer grossir les effectifs des amis du théâtre en présentant non du théâtre mais un exercice de style. L'interprétation de tous et de toutes est bonne, la diction, par contre, demande à être plus soignée, surtout dans les longs dialogues. Je souhaite revoir tous ces excellents comédiens dans un spectacle plus réel et où ils pourront se dépenser à fond. Dans La Princesse de Clèves, ils figurent des personnages de rêve, maintenant je voudrais les voir vivre. J.L. Philippe est très à l'aise dans son rôle compliqué de spectateur-acteur, sa présence et son jeu discret dénote un vrai comédien. Loïc St-Jalmès et Véronique Lindenberg forment le couple de marionnettes d'excellente façon. Laurence Imbert et Christine Deschaumes font leur maximum dans cette interprétation difficile. Jean-Paul Cisse et Gilles Guérin complètent talentueusement cette pièce curieuse.

Francis AGRY

DES MARIONNETTES ET DES ENFANTS

Pourquoi ces marionnettes ? Et pour qui ? Pour ces enfants là! Mais qui sont-ils ? Ils sont ces adultes qui, demain peut-être, auront la force et le courage de se révolter et de briser ce carcan qui nous emprisonne... Ceux-là qui feront peut-être cette révolution que nous prônons et attendons avec espoir.

C'est ici, avec ces enfants, que notre tâche doit commencer. C'est eux qu'il nous faut éveiller à la conscience, à la critique, à l'imagination, au refus de ces hommes et de ces lois qui nous gouvernent.

Il faut les sauver, les détourner de cette école du conformisme, de la soumission passive, cette école des valeurs stables et immuables de la morale bourgeoise, cette école de la robotisation, de la dépersonnalisation, des interdits et des tabous. Ecole de la sélection, de la rentabilité ces «enfants-tétards» à la tête remplie de savoir indéfinissable, irréfutable, ces enfants-là, qui sont nos nôtres, il ne faut pas qu'ils deviennent de dociles gouvernés, ce troupeau désolé d'opprimés.

Il faut sauver les enfants d'aujourd'hui pour sauver les adultes

de demain. Mais comment éveiller chez eux la révolte future ?

Il faut leur parler, il faut leur dire ces choses-là, avec leurs mots à eux, simples et naïfs, ne pas avoir peur de leur exprimer nos désirs, nos espoirs, de leur démasquer cette société que nous refusons. Nous pouvons leur parler, leur écrire, nous pouvons aussi leur jouer la comédie de notre vie... avec notre corps, avec des marionnettes aussi.

Les marionnettes parlent mieux aux enfants, car elles sont petites, colorées, fascinantes. Elles sont irréelles et séduisent. La marionnette parle et l'enfant, charmé, écoute attentivement.

Alors, pourquoi ne pas faire dire à cette marionnette tout ce que nous souhaitons dire à l'enfant pour éveiller chez lui la conscience critique de cette société injuste et répressive, où la liberté, l'imagination et la création n'ont pas leur place.

Dans la pièce que j'ai écrite et que nous jouons pour les enfants, Le pot de peinture, quatre petites marionnettes transforment la ville et y font pénétrer la nature, pour rendre heureux tous ces gens qui sont tristes, en leur donnant de belles maisons, de

grands jardins, du temps et du silence.

Babou, le petit noir, se heurte au racisme de son entourage : «Je n'ai plus de travail, plus de toit, plus d'argent, plus rien. Mon patron m'a renvoyé. Tu comprends, c'est toujours moi qui faisais le travail le plus fatigant, les sales besognes dont les autres ne voulaient; et les autres riaient de me voir sale et fatigué. Ils se moquaient de moi. Alors aujourd'hui, ça a été trop loin, je ne l'ai pas supporté, j'ai refusé... on s'est disputé et battu, et le patron m'a renvoyé...»

Flavie, elle, est fatiguée de la ville, de l'école : «Oh! que m'arrive-t-il? rien de plus que chaque jour! C'est toujours la même chose, cette ville triste et grise, ces grands immeubles sales sans le moindre petit jardin, cette école sévère qui ressemble à une prison! Tout ce temps perdu alors qu'il y a tant de choses à voir, tant de voyages à faire... Je veux m'amuser et me promener, et je n'ai jamais le temps... Travailler, travailler... il faut toujours travailler! j'en ai plus qu'assez!»

Flavie, Babou, Colas et Alex

décident alors de refaire la ville; une nuit, ils disparaissent avec bulldozer, rateau, pinceaux et couleurs. Au matin, les badauds accourent, certains sont effrayés et furieux... mais d'autres sont ravis.

Un monsieur : «Oh mon dieu! QUELLE HORREUR! je dois rêver! il n'y a plus rien... une belle ville comme la nôtre... Les rues ont été défoncées... et il y pousse maintenant des carottes, des poireaux, et je ne sais quoi encore! Mais... les voitures ne peuvent plus rouler... Nous sommes bloqués chez nous!... c'est affreux!»

Un ouvrier passe, se fait interpeller...

L'ouvrier : «Vu quoi? Vous savez moi, le matin, je vais au travail, alors je n'ai pas le temps de regarder autour de moi... Oh! comme c'est joli! mais c'est merveilleux, on se croirait à la campagne... Toutes ces couleurs, toutes ces fleurs, vite, allons voir si l'usine est aussi belle et si elle ne l'est pas, on la transformera. Je suis fou de joie, youpi!»

Je ne vais pas ici vous raconter toute l'histoire, ce serait trop

long et certainement ennuyeux pour certains. Ce que je voulais seulement dire et étayer par quelques exemples, c'est que l'on peut et que l'on doit s'adresser aux enfants (avec des mots simples et faciles, même s'ils semblent naïfs aux adultes), notre lutte doit passer par eux, nous nous devons de les considérer capables d'entendre et de comprendre autre chose que des contes de fées, tout roses et tout mielleux, souvent porteurs de l'idéologie dominante.

Il nous faut leur parler du racisme et de l'oppression, de l'exploitation des hommes, de tous ces vices qui sont notre société, la leur. Peut-être alors... Notre espoir est en eux.

Je crois nécessaire d'ajouter que notre action d'information, «d'éveil» auprès des enfants, ne doit avoir, d'aucune manière que ce soit, un caractère autoritaire et directif, ce qui serait tout à fait contraire à nos principes.

Ne nous érigeons pas en maîtres d'une autre morale, mais crions l'injustice et l'oppression.

Elisabeth PAUGAM

Luttes urbaines

LA VILLE, UN TERRAIN POUR L'AFFRONTMENT DES CLASSES!

L'INTERVENTION en milieu urbain, sur le quartier, soulève de multiples problèmes à ceux qui sont soucieux d'opposer aux structures urbanistiques actuelles un contre-projet viable et réalisable immédiatement.

L'évolution urbanistique et économique née de la révolution industrielle définit aujourd'hui un espace structuré complexe dans lequel la population vit, ou survit, sans toujours saisir le comment ou le pourquoi de ce développement et quels sont les causes réelles de cette évolution.

Notre tâche essentielle est donc d'étudier le mécanisme urbanistique qui régit la cité, qui ordonne la vie du quartier et quels en sont les critères qui guident les réalisations.

n'est pas encore parvenue à une opération d'organisation modèle du pouvoir absolu! Ces constatations sont les suivantes :

— Ce sont tout d'abord les ex-

plétes les travailleurs les plus exploités. Les quartiers « vidés » seront principalement l'objet d'une rénovation de luxe, spéculative et seront restitués à une classe supérieure, la petite bourgeoisie, ou seront abattus dans la perspective d'un plan de reconstruction d'immeubles résidentiels ou destinés à la bureaucratie capitaliste, administrative ou bancaire.

— C'est encore l'augmentation du nombre des locataires citadins qui confirme la concentration du capital immobilier et le renforcement de la propriété monopoliste capitaliste et/ou d'Etat, accentuant la dépendance des locataires les plus défavorisés, que sont majoritairement les travailleurs, qui risquent à plus ou moins longue échéance d'être expulsés.

— Ce sera l'installation ou la déportation en dehors de la ville des centres de production, les usines, qui localise ainsi une prédominance ouvrière loin du pouvoir décisionnel. On assiste à une division de l'espace en rapport aux fonctions dans la hiérarchie capitaliste ; les employés sont séparés des ouvriers dans l'éclatement de la ville traditionnelle, en centre ouvrier ou zone industrielle et centre administratif... c'est le développement rationnel du taylorisme adapté à l'urbanisation, dont le seul bénéficiaire est le capital!

La ville présente ainsi, dans ce schéma, les traits dominants d'un centre résidentiel pour la



petite et la grande bourgeoisie et le lieu du pouvoir décisionnel à travers les bureaux administratifs du secteur privé et de l'Etat.

Cette planification urbaine fait ressortir les antagonismes de classes dans le tissu économique et social du système actuel et délimite les secteurs d'intervention des classes exploitées dans leur lutte contre le capital et l'Etat.

Une étude des caractéristiques résidentielles qui distinguent la ville bourgeoise, calme, aérée, agréable, avec jardins publics et privés, commodités dans les transports, parkings, commerces, etc. et les villes nouvelles (quartiers dortoirs, casernes anonymes, ennui quo-

tidien, fatigue excessive due à l'éloignement des lieux de travail et à l'exploitation, créant chez les résidents un isolement psychologique et culturel), constitue aussi une tâche importante dans le processus d'information que nécessite la pratique révolutionnaire.

Ces antagonismes dans les intérêts de classes qui surgissent dans la ville à travers la restructuration urbanistique, aident les travailleurs à retrouver leur identité et la conscience de classe nécessaire à la lutte contre le capital et l'Etat.

Groupe Emma Goldman

(1) Lire Michel Ragon : *L'homme et la ville et La ville, le Prince et la démocratie.*



Cependant, quelques constatations nous permettent d'affirmer qu'aujourd'hui encore, la bourgeoisie, en milieu urbain, est à la recherche de nouveaux espaces et d'un renforcement de ses propres privilèges sociaux, économiques et donc politiques! On peut dire que la ville, centre du pouvoir (1),

pulsions, toujours plus nombreuses, d'habitants de quartier historiquement populaires de la ville vers sa périphérie dans des logements qui constituent un quartier « nouveau » ou une « ville nouvelle », dans un ensemble discriminatoire réservé à la population d'une classe particulière : essentiellement

L'appel au urnes

ÉCOLOS, ON SE MAINTIENT ?

DANS les différentes organisations écologistes électorales, des questions se posent. Les candidats écologistes doivent-ils refuser de se désister et se maintenir au second tour, au risque de faire passer la droite. Ces organisations, au niveau national, sont Les Amis de la Terre, S.O.S. Environnement, le Mouvement Écologiste et surtout Écologie 78.

Cette dernière organisation, créée de toute pièce à l'initiative du biologiste Lebreton en juillet 1977, n'était à l'origine qu'une chapelle de leaders régionaux, personnalités des milieux écologistes qui, au travers de leur engagement personnel, essayaient d'entraîner dans l'entreprise les groupes auxquels ils appartenaient. Cette opération a réussi dans de nombreuses régions et a eu pour effet d'entraîner une certaine démocratisation, en théorie (choix des représentants porte-parole par les assemblées régionales), ceci en novembre. Cette organisation n'est qu'une façade électorale, comme l'année dernière la charte de St-Omer, même si, et cela devient plus grave, la frénésie électorale touche de plus en plus les groupes locaux qui se placent sous la bannière d'Écologie 78. La non-violence mise en échec à Malville se réfugie dans les isolaires.

Pour les autres organisations dont l'existence est plus ancienne, il est bon de donner quelques points de repère.

— Le mouvement écologiste créé pour soutenir René Dumont

aux présidentielles de 1974 est implanté dans le sud, le sud-est, et participe à Écologie 78. — S.O.S. Environnement regroupe des associations diverses, piétons, cyclistes, handicapés, pêcheurs. Elle existe depuis mai 1977 mais ses leaders ont participé aux élections en 1976-77. Elle est implantée surtout en région parisienne et présente ses propres listes sous réserve d'accord avec Écologie 78.



— Les Amis de la Terre, sans doute les plus connus des écologistes, avec comme porte-voix Brice Lalonde, le leader écolo favori de la presse. Im-

plantés dans les grandes villes, les Amis de la Terre ont quitté la coalition Écologie 78 à la suite de désaccords sur les désistements, mais les avis sont partagés dans les groupes.

A cette liste, il faudrait ajouter des organisations se rapprochant d'Écologie 78 au niveau local : Paris Écologie, Écologie 44 (Nantes).

Sur la question des désistements, Écologie 78 et les Amis de la Terre se sont opposés, les uns refusant de se désister et désirant même maintenir un candidat au second tour, les autres prêts à conclure une alliance avec le PSU et le MAN pour créer le Front Autogestionnaire, et à se désister pour

la gauche. Quand on regarde les chiffres, élections municipales 1977, cantonales 1976, des sondages, il est difficile de voir le grand danger que représentent les écologistes au se-

cond tour, sauf en Alsace où de toute façon, la gauche est minoritaire. Comme dans les autres partis, les états-majors écologistes considèrent l'électeur comme un pauvre con qui suit les consignes. En fin de compte, les oppositions sont des querelles de partis, au plus bas sens du terme.

Pour les anarchistes, ces petites batailles de clans ne présenteraient aucun intérêt si elles ne reflétaient pas la complète récupération du courant écologiste par les institutions. Si certains groupes considèrent les élections comme symboliques, certains songent déjà à la présence de députés écologistes (mythe ou réalité future?)

S'ils parlent encore d'autogestion, avec de telles plateformes électorales imposées du haut, avec tous les détournements de mandats que cela implique, on ne peut que constater l'autogestion au sommet. Fini de rêver, il faut lutter partout pour imposer l'autonomie, le fédéralisme et un mandatement contrôlable et révocable à tout moment et non au petit bonheur la chance, genre « ben oui, on n'a pas discuté mais je pense que... », mais peut-être est-il déjà trop tard.

Liaison Nantes

Le 28/9/77, le quotidien *Le Matin*, publiait un sondage que nous reproduisons ci-dessous. Il indique, sur l'échelle politique, l'endroit où se situent les écologistes et permet de comprendre ce que veut dire le terme « panier de crabes ».

| | |
|----------------|----|
| Extrême-gauche | 6 |
| Gauche | 13 |
| Centre-gauche | 39 |
| Centre | 30 |
| Centre-droite | 8 |
| Droite | 2 |
| Extrême-droite | 1 |
| Sans opinion | 1 |

A quoi peut rêver le « sans opinion »? Peut-être à l'abstentionnisme des anarchistes!

G.D.